

# HISTOIRE ET MÉMOIRE DE L'IMMIGRATION

# REPÈRES POUR LES ASSOCIATIONS  
D'ÉDUCATION POPULAIRE #



De 2008 à 2010, la commission culture de la Coordination régionale des associations de jeunesse et d'éducation populaire d'Île-de-France a animé un cycle de rencontres autour de la mémoire et de l'histoire de l'immigration. Ce cycle a été porté par un comité de pilotage constitué de têtes de réseaux associatives membres de la CRAJEP : CEMÉA ÎDF, Coordination régionale des fédérations de Centres sociaux en Île-de-France, MJC en Île-de-France, REMPART Île-de-France ; et du Centre d'histoire sociale du XX<sup>ème</sup> siècle. Cette collaboration avec l'historienne Françoise TÉTARD a été très riche, conduisant le comité de pilotage à élargir ses questionnements et à porter un regard décalé sur les interventions. Tout au long du cycle, le comité de pilotage s'est également nourri des échanges avec la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI), de la Maison du conte de Chevilly-Larue, de Génériques, des membres du réseau Mémoires-Histoires Île-de-France ; autant d'acteurs-ressources sur les questions d'histoire et de mémoire de l'immigration (cf. pp.10-11).

À l'occasion du bilan d'étape du cycle « *L'immigration et nous ?* » dressé par la CRAJEP le 6 mai 2010 à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, les échanges entre les participants ont confirmé le besoin d'apports méthodologiques de nombreux porteurs de projets. La commission culture a ainsi décidé de rassembler la matière accumulée entre 2008 et 2010 et de produire un outil pour les associations d'éducation populaire qui souhaitent monter un projet sur la mémoire et l'histoire de l'immigration.

À travers ce document, la CRAJEP Île-de-France entend contribuer à outiller les porteurs de projets en indiquant des points de vigilance à avoir, des écueils à éviter, des objectifs à se fixer. En aucun cas il ne s'agit d'un guide ou d'un mode d'emploi. Chaque projet est unique dans les objectifs qui l'animent, les personnes qu'il rassemble, les territoires qu'il implique.

## Commission culture

En décembre 2004, une commission culture a été créée au sein de la CRAJEP afin de susciter des échanges entre les réseaux d'éducation populaire franciliens et de mettre en oeuvre des chantiers communs. Elle a pour objectif, à plus long terme, de donner une meilleure visibilité aux pouvoirs publics régionaux (État et Conseil régional) des actions culturelles menées dans les associations d'éducation populaire. Elle offre un cadre permanent de réflexion politique sur les pratiques et actions culturelles.



Les conteurs de la Maison du conte de Chevilly-Larue à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

## Hommage



Françoise TÉTARD était à la fois historienne et militante de l'éducation populaire. Elle a mené de nombreux travaux et recherches sur l'éducation populaire. Nous avons eu la chance de travailler avec elle et avons pu apprécier son engagement, sa disponibilité et sa gentillesse. Françoise TÉTARD nous a quittés en septembre 2010. Elle restera à jamais associée à l'histoire et à l'évolution des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

# Rappel du projet Histoire et mémoire de l'immigration

La commission culture de la CRAJEP Île-de-France est partie du constat que depuis plusieurs années de nombreuses associations mènent avec la population des actions basées sur une volonté de valoriser la mémoire de l'immigration.

Leurs objectifs proviennent d'inspirations diverses :

- **valoriser l'identité plurielle des habitants et construire le vivre ensemble ;**
- **croiser l'histoire nationale et l'histoire des communautés pour fonder un cadre historique partagé ;**
- **laisser une trace humaine là où le territoire se transforme ;**
- **articuler une demande sociale aux contraintes budgétaires et financières.**

S'interrogeant sur la méthodologie appliquée par les associations d'éducation populaire qui mènent des projets autour de la mémoire de l'immigration, les membres de la commission culture ont souhaité identifier et mettre en questions les pratiques de ces associations.

Les porteurs de projets mémoriels sont-ils assez formés ? Croisent-ils leurs pratiques avec les autres acteurs du territoire ? Agissent-ils avec méthode en étant conscients des enjeux que comporte ce type de projet ? Que font-ils de la mémoire qu'ils ont récoltée ? Il a semblé utile à la CRAJEP d'aider les associations d'éducation populaire à s'outiller sur ces questions de mémoire et de transmission, mais aussi à interroger leur propre capacité à ouvrir leurs pratiques à d'autres regards : culturels, artistiques, scientifiques..., et à construire ces projets en partenariat avec les autres « acteurs » du territoire. L'intervention des associations d'éducation populaire ne rejoint-elle pas en effet l'action de collectivités territoriales, d'acteurs du monde du travail, d'associations spécialisées sur les questions de migration, de chercheurs, d'artistes, de praticiens... ?

La commission culture de la CRAJEP Île-de-France a amorcé en 2008 un cycle de rencontres et d'échanges inter-associatif. Le comité de pilotage a fait le choix, au cours de ces rencontres, de croiser les regards (histoire, conte, théâtre, anthropologie...) et de faciliter des entrées différentes et complémentaires sur le sujet : l'histoire et la mémoire, la langue et l'oralité, la commande de mémoire, la méthodologie des projets mémoriels de territoire...

## Les temps forts

Ces rencontres avaient pour objet d'offrir un lieu d'échange et de décloisonnement entre les participants ; de permettre de mutualiser les expériences ; de proposer un appui méthodologique concernant les questions de mémoire et d'histoire de l'immigration en Île-de-France. Elles étaient ouvertes aux acteurs bénévoles et professionnels des réseaux de la CRAJEP ; aux acteurs franciliens engagés sur des projets portant sur l'histoire et la mémoire et l'immigration (collectivités territoriales, artistes, associations, syndicalistes...); aux chercheurs s'intéressant à ces problématiques (historiens, sociologues, sciences de l'éducation, philosophes...).

Entre 2008 et 2010, elles ont rassemblé **plus de 400 participants** : animateurs, intervenants et responsables d'ateliers socio-linguistiques, aide aux devoirs, médiateurs socioculturels, coordinateurs, directeurs de centres sociaux ou MJC, référents ou coordonnateurs familles, écrivains publics, stagiaires de formations professionnelles à l'animation, bénévoles, administrateurs, salariés, militants associatifs.

Dès **février 2008**, un cycle de rencontres et d'échanges inter-réseaux a été amorcé avec une **visite de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration**, en présence de la directrice du réseau et des partenariats de la Cité.



# Une journée d'échanges a ensuite été organisée en **mai 2008** à la Maison du conte de Chevilly-Larue sur « **Le conte, l'oralité, conteurs et mémoire de l'immigration** », qui a réuni des conteurs et des acteurs associatifs. Les conteurs ont présenté plusieurs expériences de collectage de récits de vie puis de passage à une pratique artistique. Ils ont resitué ces pratiques dans le cadre d'un renouveau des arts de la parole refusant la ghettoïsation des conteurs dans une forme d'ethnicisation ou de relégation à un public



d'enfants. La journée a également permis d'explorer, d'une part, les partenariats possibles entre ces conteurs, dont la pratique est forcément ancrée dans un territoire, et les structures de proximité, et, d'autre part, comment nos structures sédentaires peuvent travailler avec des artistes nomades de passage grâce à des projets forcément construits dans la durée.



# En *septembre 2008*, faisant le constat que les associations d'éducation populaire sont souvent très démunies par rapport à l'histoire et aux archives, la commission culture a souhaité se rapprocher de l'association Génériques et du Centre d'histoire sociale du XX<sup>ème</sup> siècle. En effet, les associations d'éducation populaire n'ont pas cette culture professionnelle de la recherche historique et des archives, que ce soit au sein des directions ou des équipes. Il était donc intéressant de *créer des espaces de coopération avec des historiens*.



# En *octobre 2008*, une nouvelle journée d'échanges inter-réseaux a été organisée à l'Agora de Nanterre - Maison des initiatives citoyennes, à partir de la *présentation de trois démarches : celles d'un club de prévention, d'une commune, et d'une compagnie théâtrale*. Le matin a été présenté un documentaire réalisé par des éducateurs et des jeunes du GAO du Petit-Nanterre qui relatait l'enquête des jeunes de leur club de prévention au Québec, en Allemagne et au Maroc sur la question de l'identité des immigrés dans ces pays. Puis, Zahra BOUDJEMAI, maire-adjointe de la culture de la Ville de

## Pourquoi intituler ce cycle L' « immigration » et nous ?

À partir de janvier 2009, Françoise TÉTARD intègre le comité de pilotage répondant au souhait des réseaux d'éducation populaire d'être accompagnés dans leur réflexion sur les questions d'histoire et de mémoire de l'immigration.

D'une part, il s'agissait de réfléchir à l'articulation complexe entre « histoire » et « mémoire » de l'immigration. Pour les acteurs associatifs, il y a le plus souvent un enjeu de reconnaissance et non de connaissance, de valorisation des personnes, de dignité, de transmission. D'où l'intérêt d'un travail articulant la démarche des historiens et celle des associations menant des projets mémoriels, chacun abordant la question dans des perspectives différentes, mais qui peuvent à l'occasion se rejoindre. D'où également l'intérêt d'apprendre à se connaître, à travailler ensemble, dans le respect de la place de chacun.

D'autre part, pour les acteurs associatifs, le travail quotidien s'effectue sur les territoires avec des habitants, des femmes et des hommes, à tous les âges de la vie, des citoyens. À travers les projets qu'elles mènent, les associations d'éducation populaire agissent pour :

- l'éducation et la construction du sens critique des personnes (émancipation individuelle) ;
- la construction d'une conscience de groupe, indispensable pour faire naître l'action collective (source de développement des personnes et outil de transformation sociale).

Le comité de pilotage a souhaité intituler ce cycle de rencontres *L'« immigration » et nous ?* afin d'interpeller les porteurs de projets, de les encourager à s'interroger sur l'identité, la leur, et celle des personnes avec/pour lesquelles ils travaillent au quotidien. Qui le « nous » désigne-t-il ? *Qu'est-ce que « l'immigration » ? Qu'est-ce que « faire société » ?* La démarche d'éducation populaire ne cherche pas à catégoriser les personnes (les immigrés / les autres, les jeunes / les vieux...) mais bien à s'adresser à tous, tout au long de la vie (c'est-à-dire pas qu'aux jeunes, pas qu'aux pauvres), en favorisant la mixité des publics.

En outre, l'immigration ne concerne pas que les quartiers politique de la ville, les migrants ou les personnes issues de l'immigration. L'histoire et la mémoire des immigrés concernent et intéressent l'ensemble de la cité dans un rapport à une histoire commune. Parler « d'histoire de l'immigration », c'est parler de l'histoire de la population dans son ensemble. De ce point de vue, l'immigration est un enjeu pour l'éducation populaire car les questions d'histoire et de mémoire de l'immigration sont des questions qui ne renvoient pas au passé mais au présent du faire société, du vivre ensemble collectif.

« Phénomène aussi vieux que le monde, la migration peut être considérée comme un acte au fondement de l'humanité. Elle interroge les évidences culturelles et les paramètres de construction des identités individuelles et collectives. » (I.IDRIS, octobre 2009).

Nanterre, est venue présenter l'approche des questions de mémoire de l'immigration au niveau local, dans le cadre de la mise en place de la politique culturelle municipale. L'après-midi, un spectacle réalisé à partir de témoignages de femmes sur leurs parcours d'immigration (Compagnie Kokoya) a été représenté.



# Marie-Claude BLANC-CHALÉARD, historienne, (Université de Paris I) a inauguré en *avril 2009* le cycle « *L'immigration et nous?* » par une conférence-débat sur « *Le Peuple d'Île-de-*

*France. Histoire et mémoires d'un peuple de migrants* ».

Cette rencontre a permis de mieux comprendre comment la région que nous connaissons aujourd'hui s'est progressivement constituée dans sa diversité. Un panorama historique des migrations en Île-de-France a conduit à interroger, par un regard de longue durée, les notions d'immigration et de diversité sur le territoire francilien. Après des échanges entre les participants sur ces notions, une seconde partie a porté sur les usages de la mémoire au service du vivre ensemble dans une société urbaine plurielle comme celle de l'Île-de-France.



# En *juin 2009*, Claude PENNETIER a présenté *le Maitron, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en France* (dictionnaire des militants syndicalistes, politiques et associatifs), ce qui l'a conduit à évoquer les immigrés militants mais également l'étrangeté des provinciaux en région parisienne dans l'entre-

deux-guerres. En ce qui concerne le rapport entre histoire et mémoire, il a invité à ne pas opposer histoire et mémoire mais à rechercher les liens existants, et à être attentif aux souffrances que peut générer le fait de toucher à la mémoire, ce qui implique de ne pas se placer en juge des actions ou des choix politiques passés.



# En *octobre 2009*, Isam IDRIS, co-thérapeute à la consultation transculturelle de l'hôpital Avicennes de Bobigny, est venu nous faire partager son regard sur *la migration*,

*l'identité, la transmission intergénérationnelle, le rôle de la société dite d'accueil*. Mais également sur les enjeux portés concernant la langue maternelle, le plurilinguisme et l'apprentissage du français. À travers cette rencontre, les participants ont pu mieux approcher la proximité du regard entre acteurs de l'éducation populaire et cliniciens transculturels : volonté de valoriser les personnes, idée que chacun est porteur de savoirs véritables et que les différences sont des forces créatrices et non des éléments stigmatisants. La qualité des échanges et la résonance avec les pratiques professionnelles et bénévoles de chacun ont été soulignées par l'ensemble des participants.



# En *janvier 2010*, Corinne LANCIER (coordinatrice de projets au centre social Nelson Mandela), Marie-Liesse DELBES (directrice adjointe du service culturel de la Ville), Nathalie NÖEL (responsable des archives et du patrimoine de la Ville) et Pierre WOLKOWINSKI (directeur de Territoires, Identités et Développements) ont témoigné du *projet mémoriel mené à Saint-Michel-sur-Orge à l'occasion de la rénovation du quartier du Bois-des-Roches*. Leurs regards croisés ont mis en exergue plusieurs enjeux parmi lesquels : la prise en compte des objectifs affichés et implicites de la commande ; la nécessaire mobilisation, à travers la formation notamment, de l'ensemble des professionnels et des habitants du territoire tout au long du processus ; la confrontation des mémoires individuelles et collectives ; l'étape de valorisation comme condition pour s'ouvrir sur le reste de la société.

Le *6 mai 2010* : la CRAJEP Île-de-France a convié l'ensemble des participants et intervenants du cycle à dresser un *bilan d'étape du cycle « L'immigration et nous? »* afin de retracer la démarche collective initiée et de poursuivre le débat sur les enjeux méthodologiques, politiques et sociétaux identifiés à partir des témoignages et des expériences qui ont nourri le cycle. Cette journée de rassemblement s'est déroulée à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration.





## Recommandations générales aux porteurs de projets

### *Tout au long du processus, réinterroger le sens de l'action et ses objectifs*

Dans un contexte de baisse des subventions, les associations locales sont souvent perméables à la commande publique locale. L'histoire et la mémoire de l'immigration sont en effet des leviers pour questionner les enjeux de mixité et de lien social. Or n'y a-t-il pas une manipulation à avancer que tel type de population a davantage besoin de mémoire que tel autre ? Il est indispensable de s'interroger sur la commande de mémoire. Qui définit le besoin de mémoire ? Dans quels buts ? Qui y répond ? Comment articuler une demande sociale à des objectifs de politique publique ? Comment fédérer ces multiples initiatives afin de leur donner du sens ? Comment réadapter ses objectifs ? Quels sont les effets attendus ? Quels sont les effets induits ? Ces réinterrogations permanentes du porteur de projet sont le signe d'une exigence éthique et méthodologique.

### *La mémoire de l'immigration n'est pas une question exotique*

Tout d'abord on peut s'interroger sur l'articulation entre mémoire et immigration. Y aurait-il de fait un déficit de transmission de la mémoire, voire un besoin spécifique de mémoire chez les personnes issues de l'immigration ? Comment identifier les conditions objectives d'un déficit de transmission ou de visibilité ? Il s'agit par ailleurs de s'interroger sur sa propre identité quand on porte un projet mémoire de l'immigration. Ne suis-je pas moi-même porteur d'une mémoire individuelle, sinon familiale, liée à un parcours migratoire ?

Enfin, l'histoire de l'immigration rejoint l'histoire d'un pays car elle en est une des composantes. L'histoire singulière (à travers la mémoire) permet de rejoindre l'histoire collective et de fonder le lien social. L'enjeu est de parvenir à objectiver et à historiser ces mémoires des migrations.

### *Tenir compte des spécificités des territoires*

Les dynamiques de projet sont propres aux territoires où se confrontent des mémoires individuelles et collectives. Les projets sont donc mouvants et doivent s'adapter au contexte local, en tenant compte, voire en s'appuyant, sur ce qui a déjà été fait, et en travaillant en partenariat.

# **Pourquoi** mener des projets sur l'histoire et la mémoire et l'immigration ?

Pour les acteurs associatifs d'éducation populaire, le travail quotidien s'effectue sur les territoires, avec des habitants, des femmes et des hommes, à tous les âges de la vie, des citoyens (réels ou potentiels selon le droit actuel ou le projet de transformation sociale, mais tous les habitants de la cité). En Île-de-France, les actions d'alphabétisation, d'accompagnement à la scolarité, de formation, de médiation sociale et culturelle, sont autant de manières de contribuer à la citoyenneté, à l'émancipation individuelle et collective, à la fraternité (préférée à solidarité).

Du travail que nous avons mené, il en ressort que les objectifs proviennent d'inspirations diverses mais assez proches les unes des autres.

## **Valoriser l'identité plurielle de la population et construire le vivre ensemble**

Ce premier objectif s'apparente à l'estime et à l'image de soi. Grâce aux projets mémoriels, la volonté est de se retrouver pour « comprendre les héritages dont on est porteur afin de construire d'autres avenir possibles », comme l'a dit Zahra BOUDJEMAÏ, élue à la culture de Nanterre lors d'une journée du cycle. Elle a souligné le caractère récent de cette histoire de l'immigration, qui impose la nécessité d'en parler, d'autant que la pudeur empêche souvent que cette histoire soit directement transmise par les générations précédentes. D'où l'importance pour les associations d'éducation populaire de jouer ce rôle de « passeur » ; de travailler cette notion de dignité, sans angélisme, mais sans non plus laisser accroire que tout est négatif. Il n'empêche que le lien entre la valorisation des habitants et la mémoire de l'immigration n'est pas si simple qu'il en a l'air.

Comment travailler ces mémoires individuelles pour donner à comprendre les héritages dont on est porteur au niveau collectif et construire d'autres avenir possibles ? L'enjeu est bien ici de construire du vivre ensemble et de « réussir à se nommer ensemble, avec nos différences » (M-C. BLANC-CHALÉARD, avril 2009).

## **Croiser l'histoire nationale et l'histoire des communautés pour fonder un cadre historique partagé**

Avec ce deuxième objectif, il s'agit de rendre visible une part d'invisible (à savoir les parcours migratoires, le déracinement, l'exil, la double culture...).

Si cet objectif repose a priori sur une bonne volonté, celle de rendre sa visibilité et sa « dignité » à une partie de la population, le risque est néanmoins de stigmatiser cette population, de la désigner comme étant « autre ». Or l'histoire des migrations s'intègre à l'histoire nationale. L'histoire est en effet composée de plusieurs points de vue, plusieurs mémoires qui contribuent toutes à définir un cadre historique et sociétal commun.

Comment s'adjoindre d'autres compétences pour aider les associations d'éducation populaire à résister à l'écueil de l'exotisme ? Le développement des partenariats permet de décaler le regard et de mener plus efficacement ce travail d'objectivation.

## **Laisser une trace humaine là où le territoire se transforme**

Ce troisième objectif consiste pour les associations à contribuer à « laisser une trace » au-delà du bâti, de l'espace géographique remanié, recomposé. Comment retrouver de la stabilité dans un univers mouvant ? Les habitants s'inscrivent sur un territoire qui se compose



d'autant de réel, de concret, que d'imaginaire, de représentations croisées. Travailler sur le bâti, et sur les images qu'on en a, permet de reconstituer un ancrage territorial. Dire d'où l'on est, d'où l'on vient, peut aider à se situer dans la réalité locale et citoyenne. S'intéresser aux traces, matérielles (photos...) et immatérielles (archives sonores) donne à chacun une place dans l'histoire collective.

La multiplication des commandes de projets mémoriels lors d'opérations de restructuration urbaine n'est pas anodine et peut laisser penser qu'il y aurait une « caution mémoire ». Or bien souvent, ces projets de réhabilitation urbaine, de fait, n'associent qu'insuffisamment les habitants. Il paraît donc essentiel, dès le départ, de déconstruire la commande publique pour pouvoir la reprendre à son compte, l'interpréter et agir dessus. Il convient en effet de s'interroger en permanence sur la démarche même de récolter la mémoire : pour quoi et pour qui ?

### **Articuler une demande sociale aux contraintes budgétaires et financières**

Dans certains territoires, bien qu'il existe une demande sociale forte, aucun moyen n'est alloué à ce type de projets. A contrario, les dispositifs de la Politique de la Ville contraignent de plus en plus les porteurs de projets à se positionner dans d'autres quartiers pour s'assurer les financements nécessaires à leur survie. Ce constat invite à réfléchir aux objectifs qu'on se fixe en tant que porteur de projet et à la façon dont ces objectifs croisent ceux du « commanditaire » et/ou rencontrent une demande sociale locale.

---

## **Comment mener des projets sur l'histoire et la mémoire de l'immigration ?**

Cette partie présente des préconisations, des recommandations, et des remarques effectuées par celles et ceux (acteurs associatifs, artistes, chercheurs, historiens ...) qui ont participé à la réflexion de la CRAJEP. Il ne s'agit donc pas de présenter des recettes mais de proposer des expertises et des points de vue.

Une seule certitude : *le processus est toujours aussi important que le résultat final.*

### **Chaque projet est singulier et doit s'adapter au contexte local**

« Dans une démarche d'éducation populaire, chaque collectif doit refaire le chemin » (F.TÉTARD, janvier 2010). Chaque projet est à tailler sur mesure en fonction des personnes et des territoires. Les porteurs de projets sont divers : animateurs, intervenants d'ateliers sociolinguistiques, médiateurs socioculturels, écrivains publics, directeurs de centres sociaux et de MJC, artistes, chercheurs... Les dynamiques de projet sont propres aux territoires où se confrontent des mémoires individuelles et collectives.

### **Prendre le temps du projet**

La maturation du projet s'inscrit dans la durée. De plus, les temps des différents acteurs (services municipaux, associations, bailleurs, habitants...) ne sont pas forcément les mêmes. Cela nécessite à la fois de résister à l'injonction du court terme et d'agir avec méthode, en hiérarchisant, et en priorisant les objectifs, tout en acceptant que l'on ne puisse pas tout faire.

## **Construire un cadre et des règles partagées**

Si les enjeux des acteurs concernés par un même projet peuvent être assez différents, il importe néanmoins de le penser collectivement et de veiller à la manière dont les habitants pourront s'en emparer même s'ils ne sont pas les porteurs initiaux de l'action. Le temps du projet, par exemple, doit se rapprocher le plus possible du temps des habitants si l'on souhaite les impliquer activement.

La mobilisation de l'ensemble des professionnels et des habitants peut passer par une formation partagée, support à une mise en confiance (en confiance...) et à une création collective où chacun pourra trouver sa place. Par exemple, dans le cadre du projet de rénovation du quartier du Bois-des-Roches, le centre social Saint-Michel-sur-Orge, accompagné par Pierre WOLKOWINSKI, a mis en place une formation collective sur le collectage, associant plusieurs services municipaux, le centre social, les habitants afin de garantir le portage collectif du projet (cf. janvier 2010).

Effectuer un retour permanent sur le sens du projet permet de réajuster le projet, de l'adapter quitte à devoir reculer si besoin, sans que cela ne mette le projet en échec.

## **Le respect des paroles et des personnes doit être au cœur du projet**

Le processus de collectage induit par ailleurs une transmission, un partage d'intimité, qui impliquent de rester vigilant sur les effets induits (affectif, émotions) sur les personnes. Comme l'a souligné l'historien Claude PENNETIER en juin 2009, lorsque l'on touche à la mémoire, il faut être attentif aux souffrances que cela peut générer : « *On n'oblige pas les gens à parler.* » ; et savoir écouter sans juger car « *témoigner permet de donner du sens à des choix de vie, à des parcours.* ».

Il est important d'être transparent sur les objectifs du projet, notamment sur la restitution qui en sera faite, de veiller à ce que les gens maîtrisent leur parole lorsqu'ils la livrent, mais qu'ils sachent aussi que le porteur de projet ou les artistes se réapproprient cette parole et la réinterprètent...

## **Travailler sur le rapprochement des disciplines, croiser les démarches scientifiques, associatives, artistiques, mutualiser les expériences**

Cette notion de partenariat et de complémentarité de regards permet à la fois de décloisonner les regards et les pratiques des associations et de considérer l'homme dans sa globalité. Un apport rigoureux de connaissances aidera à réinterroger les certitudes ; par exemple, à combattre l'idée que les jeunes issus de l'immigration auraient eu un déficit de transmission de leur mémoire familiale. En tant que porteurs de projets inscrits dans une démarche d'éducation populaire, nous devons également veiller à la tentation de ne cibler qu'un seul public (les jeunes, les femmes, les immigrés...).

Histoire et mémoire ne s'opposent pas. La mémoire est un matériau que travaillent les historiens pour ce qu'elle offre comme éléments de compréhension d'une société. Marie-Claude BLANC-CHALÉARD lors de son intervention en avril 2009 a fait remarquer que la mémoire est plurielle et repose sur des représentations singulières. A contrario, l'histoire met à distance et peut être en contradiction avec la/les mémoire/s. Mais le chemin par la mémoire est essentiel dans la mesure où il permet aux gens de se situer dans la diversité. La mémoire ne doit pas être un simple retour sur le passé, elle doit permettre de se retrouver et de se situer dans la société actuelle. Collecter les mémoires plurielles d'un territoire et les croiser avec l'histoire, c'est mettre des mémoires individuelles en perspective et contribuer à construire une mémoire collective. « *Quand on partage une partie du noyau identitaire de l'autre, on entre dans l'humanité.* » (I. IDRIS, octobre 2009).



« Ce qui est en jeu dans cette affaire, c'est la connaissance du passé, c'est la relation que nous entretenons avec ce passé et la façon dont ensuite nous l'intégrons dans notre présent, voire dans l'esquisse de notre futur. » (F. DESCAMPS, mai 2010).

Cela pose également la question de la restitution et de la valorisation. Comment intégrer ce que nous connaissons de notre passé (mémoire) dans notre présent ? Comment valoriser à la fois les individus et les processus collectifs ? Les récits, réappropriés par des artistes, dans le cadre d'une démarche de création par exemple, prennent leur autonomie, s'émancipent de leurs auteurs (ceux qui ont livré leur parole). Cette question de la valorisation doit être posée en amont et re-questionnée tout au long du projet pour garantir une restitution et une transmission de qualité, respectueuse de la parole qui a été confiée. La restitution s'adresse tant aux commanditaires, qu'à ceux qui ont livré leur parole, et aux acteurs sociaux.

La restitution d'un travail de collectage à travers une production artistique permet de « passer de la dimension personnelle à la dimension universelle » (A.PATRIX, mai 2008). L'étape de valorisation est essentielle : « Lorsqu'on est sublimé par quelque chose de très beau, qui nous dépasse, on peut se mettre en ouverture vis-à-vis du reste de la société. » (P. WOLKOWINSKI, janvier 2010). La création artistique n'est pas là pour illustrer la réalité sociale mais pour prendre son autonomie.

### ***Tout au long du processus, être attentifs aux effets du projet sur les acteurs et sur les territoires***

Il nous semble que la question des effets produits doit d'abord être articulée aux objectifs tels qu'ils ont été fixés en amont de l'action. Quels sont les effets attendus par le commanditaire, par le porteur de projet ? Quels sont les effets produits, attendus et imprévus ? Comment évaluer la réussite du projet ? Sur quels éléments qualitatifs s'appuyer dans le cadre d'une évaluation ? Les projets mémoriels posent notamment la question d'évaluer de l'immatériel. Quels impacts peut-on mesurer sur les habitants, sur les associations porteuses ? Quels changements le projet a-t-il induits dans les parcours de vie ? Quels changements évalue-t-on en termes de mixité et de transformation sociale ?

*« Je me refuse à mettre en concurrence, en divergence, encore moins en conflit, tout au plus en tension, les deux notions que sont la mémoire et l'histoire ; je préfère les réunir dans une complémentarité féconde, au sens où je crois que la mémoire, le travail de mémoire (...), est une médiation, une propédeutique, un chemin d'entrée en histoire. (...) Je préfère dire et penser que la mémoire enfante l'histoire. Je ne dis pas cela comme une généralité, mais comme la constatation d'un phénomène social actuel qui dure depuis le dernier quart du XX<sup>ème</sup> siècle et qu'il nous faut savoir repérer, analyser, étudier et interpréter. Et pour moi, l'activité de collecte de la mémoire orale (...) est un travail à caractère à la fois psychologique, social, cognitif qui prépare, dans un second temps, au travail de l'histoire et de l'historien. Le travail de la mémoire précède le travail de l'histoire. La mémoire étant à la fois ce dont on se souvient et la façon dont on se souvient : subjective, individuelle avant tout, partielle, partielle, plurielle, « chaude » car mêlée d'affects, émotionnelle, « adressée » à quelqu'un. L'histoire étant de façon antithétique objective (ou visant à l'être), collective, globale, englobante, généraliste, froide, distanciée, enseignable et enseignée... » F. DESCAMPS, mai 2010.*



# Présentation des partenaires du cycle et structures ressources sur les questions d'histoire et de mémoire de l'immigration

## CENTRE D'HISTOIRE SOCIALE DU XX<sup>ème</sup> SIECLE

Le Centre d'histoire sociale du XX<sup>ème</sup> siècle est une unité mixte de recherche de l'Université Paris I et du CNRS. Une des principales originalités du Centre est la volonté de faire une histoire qui s'ouvre à la collaboration ou à la confrontation avec les acteurs sociaux. Non une histoire militante, mais une histoire qui s'enrichisse du militantisme. Le Centre travaille en relation avec les syndicats et plus largement avec nombre de forces sociales et politiques, du champ des politiques urbaines à celui des associations ou des politiques sociales.

*Centre d'histoire sociale du XX<sup>ème</sup> siècle - 9 rue Malher 75004 Paris*  
<http://chs.univ-paris1.fr>

## CITE NATIONALE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

La Cité nationale de l'histoire de l'immigration est un établissement public chargé de rassembler, sauvegarder, mettre en valeur et rendre accessibles les éléments relatifs à l'histoire de l'immigration en France, notamment depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et de contribuer ainsi à la reconnaissance des parcours d'intégration des populations immigrées dans la société française et de faire évoluer les regards et les mentalités sur l'immigration en France.

Elle a pour missions de :

- \* concevoir et gérer le Musée national de l'Histoire et des Cultures de l'immigration;
- \* conserver, protéger et restaurer les biens culturels inscrits sur l'inventaire du musée et contribuer à l'enrichissement des collections nationales;
- \* recueillir dans un centre de ressources les documents et informations portant sur l'histoire et les cultures de l'immigration et les diffuser;
- \* développer et animer sur l'ensemble du territoire un réseau de partenaires, en lien avec les réseaux européens et internationaux. Elle entreprend des projets en partenariats, notamment avec les membres de la CRAJEP ÎdF, organise des ateliers-relais et chaque année le dispositif « les portes du temps ».

*CNHI - Palais de la Porte Dorée - 293, avenue Daumesnil 75012 Paris*  
<http://www.histoire-immigration.fr>

## GÉNÉRIQUES

Créée en 1987, Génériques est une association spécialisée dans l'histoire et la mémoire de l'immigration, la sauvegarde, la préservation et l'inventaire des archives de l'immigration en France et en Europe, par le biais d'activités aussi bien culturelles que scientifiques.

À travers son cœur de métier, Génériques s'est toujours donné pour mission de faire connaître la manière dont le patrimoine culturel de la France s'est enrichi de sa diversité. Génériques travaille donc à améliorer l'état des connaissances sur l'histoire de l'immigration en France et en Europe afin de la réintégrer dans l'histoire commune (revue Migrants, publications, colloques, expositions, etc.).

Par ses multiples actions, ancrées dans une vision de la culture comme ciment de la citoyenneté, Génériques contribue à recréer ou renforcer du lien social, faire resurgir le sens d'un vivre ensemble nourri par le dialogue culturel et le respect des altérités réciproques. Pour ce faire, elle a développé Odysseo, le catalogue en ligne des ressources pour l'histoire de l'immigration. Faire connaître, préserver, diffuser et valoriser le patrimoine des migrations est donc la mission première de Génériques, qui contribue par ce biais à restaurer le sens d'une identité collective et partagée.

Un vivre ensemble nourri par le dialogue culturel et le respect des altérités réciproques. Pour ce faire, elle a développé Odysseo, le catalogue en ligne des ressources pour l'histoire de l'immigration. Faire connaître, préserver, diffuser et valoriser le patrimoine des migrations est donc la mission première de Génériques, qui contribue par ce biais à restaurer le sens d'une identité collective et partagée.

*Génériques - 34 rue de Cîteaux 75012 Paris*  
<http://www.generiques.org>



## LA MAISON DU CONTE

La Maison du Conte est une association oeuvrant pour le développement du conte et de l'art du conteur. Elle est un lieu de création, de recherche, de transmission, de formation, d'accompagnement et de diffusion du conte.

Ses missions :

- Résidence et création : La Maison du Conte donne régulièrement la parole aux jeunes artistes, et plus largement aux artistes qui privilégient les créations en relation avec un territoire, les créations innovantes et contemporaines.
- Accueil et diffusion de spectacles.
- Transmission et recherche.
- Sensibilisation, action culturelle.
- Le fonds conte en Val-de-Marne.

*Maison du conte - Villa Lipsi - 8, rue Albert Thuret 94550 Chevilly-Larue*  
<http://www.lamaisonduconte.com>

## LE RÉSEAU MÉMOIRES-HISTOIRES EN ÎLE-DE-FRANCE

L'association «Réseau Mémoires-Histoires en Île-de-France», créée le 22 mars 2010, a pour objet de promouvoir des actions menées par ses membres et des initiatives associatives et citoyennes dans les domaines des questions urbaines et des quartiers populaires, des migrations, du monde du travail et du monde ouvrier en Île-de-France, en articulant l'approche mémorielle et historique.

Ces actions s'inscrivent dans une dynamique collective et globale des droits de l'homme et du citoyen et de lutte contre les préjugés, les stéréotypes, et toutes les formes de lutte contre les discriminations et les inégalités. Cette dynamique de réseau, impulsée à l'initiative de l'ACSE et de la Région Île-de-France, est portée par l'ensemble des acteurs associatifs depuis 2008. Ce réseau est une structure d'appui et de coordination volontaire des associations, unions, fédérations et mouvements régionaux et nationaux œuvrant dans le champ de la mémoire et de l'histoire sociale et culturelle en Ile-de-France ; la CRAJEP Île-de-France a été partie prenante de cette dynamique dès son origine. Les membres adhérents à la « charte » du réseau participent activement aux actions collectives du réseau. Ils se donnent comme moyens : l'information réciproque, la concertation, la réflexion, la coopération, l'expression et l'action communes au niveau régional. Le réseau agit en coordination et coopération au plan local, national, européen et international.

La première biennale « Le printemps de la mémoire » organisée en 2011 a proposé plus de 50 initiatives et quatre temps forts sur tout le territoire francilien pendant trois mois pour valoriser le travail de tous ceux et toutes celles qui investissent aujourd'hui le champ de la mémoire en présentant la diversité des approches au travers différentes formes de restitutions.

<http://www.memoires-histoires.org>



## QUELQUES OUTILS POUR ALLER PLUS LOIN...

Sont disponibles sur le site de la CRAJEP des exemples d'actions menées par les réseaux franciliens d'éducation populaire.

<http://www.crajep-idf.org/commissionculture>

Y sont également présentés des outils développés par les partenaires du cycle « *L'immigration* » et nous ? :

Cité nationale de l'histoire de l'immigration :

- Actions de sensibilisation des acteurs du champ social aux ressources de la Cité
- Portail documentaire de la médiathèque
- Répertoire de projets, dossiers thématiques, parcours pédagogiques, aides à la visite Alpha/Fle adultes, cycle de conférence UniverCité, programmation artistique et culturelle, actions de médiation tous publics
- Revue Hommes&Migrations
- Site internet [www.histoire-immigration.fr](http://www.histoire-immigration.fr) : ressources et diffusion d'initiatives des partenaires de la Cité

Génériques :

- Catalogue en ligne Odysseo : [odysseo.org](http://odysseo.org)
- Former des médiateurs de la mémoire. Guide méthodologique pour l'élaboration de « projets mémoire »

Maison du conte :

- Charte déontologique du collectage

Ce document a été élaboré à partir des échanges qui ont nourri le cycle « *L'immigration* » et nous ? de 2008 à 2010.

Rédacteurs : Marie HATET (CRAJEP Île-de-France), Nelly LOPEZ, (FRMJC en Île-de-France),  
Corinne MORELLI (Centres Sociaux en Île-de-France), Sylvie RAB (CRAJEP Île-de-France)  
et Jean-Pierre WEYLAND (CEMÉA Île-de-France).

Mise en page : Marie HATET et Lucie GROUSSIN (CRAJEP Île-de-France). Crédits photos : CRAJEP Île-de-France.

Coproduction : CNHI, Génériques, Histoires/Mémoires en Île-de-France.

Octobre 2011.



CRAJEP Île-de-France - 39, rue des Cascades 75020 Paris - [www.crajep-idf.org](http://www.crajep-idf.org)